

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020**

*A l'assemblée générale ordinaire du 12 juin 2021 de l'UDAF sur 3 pages plus 20 pages d'annexes.*

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale du 8 juin 2019, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'UDAF relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

**Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif qu'en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous nous sommes assurés que les principes comptables appliqués par l'UDAF ne donnent pas lieu à interprétation ; que les règles comptables propres aux associations et plus particulièrement celles concernant les activités dans le secteur sanitaire et social sont appliquées.



Afin de permettre à l'autorité départementale de tutelle finançant les activités tarifées de vérifier les résultats annuels de ces deux activités et de procéder à l'affectation des résultats de celles-ci, l'association tient une comptabilité organisée en quatre sections autonomes : une section représentant l'institution avec des activités spécifiques, et trois sections distinctes, dont deux sont sous le contrôle des tiers financeurs : le « service de mandataire judiciaire à la protection des majeurs » et le « service délégué aux prestations familiales ».

Ces quatre sections sont ensuite consolidées. C'est cette consolidation, qui fait l'objet de notre certification, après que l'auditeur se soit assuré que chaque comptabilité reflète l'activité des secteurs concernés, les charges communes étant réparties en fonction d'unité d'œuvre entre les sections, et n'appelle pas d'observations de notre part.

Nous avons constaté qu'il n'existait pas d'événements ou de décisions ayant une incidence importante sur les comptes et nous nous sommes assurés qu'aucun élément significatif n'est constitué à partir d'estimations fondées sur des données subjectives.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### *Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'association*

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les divers rapports présentés à l'AGO, arrêtés par le conseil d'administration du 24 avril 2021, ainsi que dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la Loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs de capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans les rapports précités.

#### *Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels*

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes, qui ont été préalablement examinés par la commission financière de l'association, ont été arrêtés en visioconférence par votre Conseil d'Administration du 24 avril 2021, auquel nous avons participé également par visioconférence.

#### *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels*

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.





Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à NICE, ce jour 28 mai 2021

Pour JB AUDIT CONSEIL,  
Jean-Louis BOTTERO

Commissaire aux Comptes.

# Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2020			31/12/2019
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Autres immobilisations incorporelles	114 342	114 342		
	Immobilisations incorporelles en cours				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains				
	Constructions	37 000	11 762	25 238	36 763
	Installations techniques, matériels et outillage				
	Autres immobilisations corporelles	712 147	597 030	115 117	104 054
	Immobilisations corporelles en cours				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
	Participations et créances rattachées	1 800 000		1 800 000	1 800 000
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	2 479		2 479	3 169
	Autres immobilisations financières	732		732	732
	<b>TOTAL (I)</b>	<b>2 666 700</b>	<b>723 134</b>	<b>1 943 566</b>	<b>1 944 718</b>
COMPTES DE LIAISON	Comptes de liaison (I)				
	<b>TOTAL (II)</b>				
ACTIF CIRCULANT	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières et fournitures				
	Autres approvisionnements				
	En-cours de production (biens et services)				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	(103)		(103)	240
	<b>CREANCES (2)</b>				
	Créances redevables et comptes rattachés (3)	220 176	56 699	163 477	202 509
	Autres créances	54 368		54 368	157 786
COMPTES DE REGULARISATION	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>				
	DISPONIBILITES	1 866 427		1 866 427	1 055 779
	Charges constatées d'avance	53 982		53 982	28 205
	<b>TOTAL (III)</b>	<b>2 194 850</b>	<b>56 699</b>	<b>2 138 151</b>	<b>1 444 519</b>
	Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecart de conversion actif (VI)				
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>4 861 550</b>	<b>779 833</b>	<b>4 081 717</b>	<b>3 389 238</b>

(1) Un tableau annexé à ce bilan doit détailler les différents comptes de liaison relatifs à l'investissement, à l'exploitation et à la trésorerie pour cet établissement ou service entre ce dernier et les autres établissements et services concernés.

(2) Dont à moins d'un an :

Dont à plus d'un an :

(3) Dont créances mentionnées à l'article R. 314-96 du code de l'action sociale et des familles.



# Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2020	31/12/2019
Fonds propres	Fonds associatifs sans droit de reprise	156 852	156 852
	Ecarts de réévaluation sans droit de reprise		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	- Dons et legs		
	- Subventions d'investissement sur biens renouvelables		
	Ecarts de réévaluation avec droit de reprise		
	<b>RESERVES</b>		
	Excédents affectés à l'investissement	44 689	5 754
	Réserves de compensation		
	Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement	257 175	257 175
	Autres réserves		
	<b>REPORT A NOUVEAU</b>		
	Report à nouveau (gestion non contrôlée)	1 069 277	1 052 385
	Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs	(798)	(798)
	Résultat sous contrôle de tiers financeurs	(14 925)	(45 188)
DETTES (1)	Dépenses non opposables au tiers financeurs	(149 847)	(158 173)
	<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (excédent ou déficit) (1)</b>	150 901	94 414
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
	<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>		
	Couverture du besoin en fonds de roulement		
	Amortissements dérogatoires et prov. pour renouvellement des immobilisations		
	Réserves des plus-values nette d'actif		
	Immobilisations grevées de droits		
	Provisions règlementées		
	<b>TOTAL (I)</b>	<b>1 513 322</b>	<b>1 362 422</b>
	Comptes de liaison		
	<b>TOTAL (II)</b>		
	Provisions pour risques	11 715	11 715
	Provisions pour charges	543 704	509 589
	Fonds dédiés	106 959	82 612
	<b>TOTAL (III)</b>	<b>662 378</b>	<b>603 916</b>
DETTES (1)	<b>DETTES (4)</b>		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	51 475	79 484
	Emprunts et dettes financières divers (3)	17 593	18 111
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Redevables créditeurs	78 690	99 048
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	100 461	90 884
	Dettes fiscales et sociales	747 247	689 632
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes (5)	910 551	445 742
	Produits constatés d'avance		
	<b>TOTAL (IV)</b>	<b>1 906 018</b>	<b>1 422 900</b>
	Ecarts de conversion passif		
	<b>TOTAL (V)</b>		
	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>4 081 717</b>	<b>3 389 238</b>

(1) Dont compte 1201 :

et compte 1291 :

résultats sous contrôle de tiers financeurs.

(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques. 15

(3) En particulier : cautions versées par les résidents à leur entrée dans l'établissement.

(4) Dont à plus d'un an : 30 774

Dont à moins d'un an : 1 875 243

(5) Dont fonds des majeurs protégés :

## Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros		31/12/2020	31/12/2019
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises		
	Production vendue		
	- prestations de services	195 480	160 644
	- divers	19 147	13 181
	Production stockée ou déstockage de production		
	Production immobilisée		
	Dotations et produits de tarification	3 885 277	3 766 322
	Subventions d'exploitations et participations	276 812	248 853
	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	41 315	21 987
	Transfert de charges	5 820	6 363
	Autres produits	38 572	55 110
	<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>4 462 424</b>	<b>4 272 459</b>
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières premières et fournitures		
	Variation de stock		
	Achats d'autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Achats non stockés de matières et fournitures	62 308	45 725
	Services extérieurs et autres	536 494	604 492
	Impôts, taxes et versements assimilés		
	- sur rémunérations	294 076	275 135
	- autres	5 161	5 055
	Charges de personnel		
	- salaires et traitements	2 441 316	2 324 478
	- charges sociales	865 888	809 806
	- autres charges de personnel	10 706	38 493
	Dotations aux amortissements et provisions		
	Dotations aux amortissements :		
	- des immobilisations	33 012	33 140
	- des charges d'exploitation à répartir		
	Dotations aux dépréciations et provisions :		
	- sur actif circulant	25 280	32 406
	- pour risques et charges d'exploitation	64 051	50 090
	Autres charges	35 624	33 686
	<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>4 373 915</b>	<b>4 252 506</b>
	<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>88 509</b>	<b>19 953</b>



## Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros		31/12/2020	31/12/2019
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>88 509</b>	<b>19 953</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	De participations et des immobilisations financières	89 000	89 910
	Revenus des valeurs mobilières de placement, escomptes obtenus et autres produits financiers	18	27
	Reprises sur provisions		
	Transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	<b>Total des produits financiers</b>	<b>89 018</b>	<b>89 937</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>	Dotations aux amortissements et aux dépréciations		1 526
	Intérêts et charges assimilées	944	
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	<b>Total des charges financières</b>	<b>944</b>	<b>1 526</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>		<b>88 074</b>	<b>88 411</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>		<b>176 582</b>	<b>108 364</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	Sur opérations de gestion	2 227	3 033
	- exercices antérieurs		
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions		
	- reprises sur provisions réglementées destinées à la couverture du besoin en fonds de roulement		
	- reprises sur provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations		
	- reprises sur provisions réglementées : des plus-value nettes d'actif		72 163
	- reprises sur autres provisions		
	Transferts de charges		
	<b>Total des produits exceptionnels</b>	<b>2 227</b>	<b>75 196</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	Sur opérations de gestion		
	- exercice courant	3 534	57 134
	- exercices antérieurs		
	Sur opérations en capital	27	
	Dotations aux amortissements et aux provisions		
	- dotations aux provisions réglementées destinées à la couverture du besoin en fonds de roulement		
	- dotations aux provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations		
	- dotations aux provisions réglementées : des plus-value nettes d'actif		
	- dotations aux autres provisions réglementées		
	<b>Total des charges exceptionnelles</b>	<b>3 561</b>	<b>57 134</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>		<b>(1 335)</b>	<b>18 062</b>
<b>IMPOTS SUR LES BENEFICES</b>			
(+ ) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		9 922	5 093
(- ) Engagements à réaliser sur ressources affectées		34 269	37 105
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>		<b>4 563 590</b>	<b>4 442 686</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>4 412 690</b>	<b>4 348 271</b>
<b>EXCEDENT ou DEFICIT</b>		<b>150 901</b>	<b>94 414</b>
<b>EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>	<b>PRODUITS</b>	17 240	
	Bénévolat		
	Prestations en nature		
	Dons en nature	17 240	
	<b>CHARGES</b>	17 240	
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services		
	Personnel bénévole	17 240	

## Etats financiers au 31/12/2020

### Annexes



## Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Annexe au bilan avant répartition qui présente les caractéristiques suivantes :

- Le bilan de l'exercice présente un total de **4 081 717 euros**
- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :
  - un total produits de **4 563 590 euros**
  - un total charges de **4 412 690 euros**
  - dégage un résultat de **150 901 euros**

L'exercice considéré :

- débute le **01/01/2020**
- finit le **31/12/2020**
- et a une durée de **12 mois**.

Les notes (ou tableaux ) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Ces comptes annuels sont établis par le dirigeant de **Association UDAF** avec le concours du cabinet qui intervient dans le cadre de sa mission de **Présentation des Comptes Annuels** qui lui a été confiée.

### PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

L'UDAF du Var est une Association Loi 1901 qui relève du Code de l'Action Sociale et des familles.

Constituée le 7 mars 1946, cette association a fait l'objet d'une déclaration en sous-préfecture de Toulon le 12 avril 1946 publiée au JO.

Conformément à l'article L211-7 de ce même Code, les statuts de l'UDAF du Var ont été agréés par l'UNAF (Union Nationale des Associations Familiales). Par cet agrément, l'association UDAF du Var jouit de plein droit de la reconnaissance d'établissement d'utilité publique.

## Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

### AGREMENTS DE L'ASSOCIATION

#### **Service de mandataire judiciaire à la protection des majeurs (PJM)**

Aux termes d'un arrêté rendu le 22 novembre 2011 par la Direction départementale de la cohésion sociale du Var, l'autorisation visée à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles a été accordée à l'Union Départementale des Associations Familiales du Var, pour la régularisation d'un service mandataire judiciaire à la protection des majeurs, situé 15 rue Chaptal 83956 La Garde Cedex destiné à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle et/ou de la mesure d'accompagnement judiciaire, dans les ressorts des tribunaux d'instance de l'ensemble du département du Var.

Ce service est répertorié dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS).

L'autorisation a été délivrée pour 15 ans. Son renouvellement est subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code.

Cette autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

#### **Service délégué aux prestations familiales (DPF)**

Aux termes d'un arrêté rendu le 22 novembre 2011 par la Direction départementale de la cohésion sociale du Var, l'autorisation visée à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles a été accordée à l'Union Départementale des Associations

Familiales du Var, pour la régularisation d'un service délégué aux prestations familiales situé 15 rue Chaptal 83956 La Garde Cedex, destiné à exercer des mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial, dans les ressorts des tribunaux d'instance de l'ensemble du département du Var.

Ce service est répertorié dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS).

L'autorisation a été délivrée pour 15 ans. Son renouvellement est subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code.

Cette autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

#### **Association de consommateurs**

L'UNAF et les UDAF sont reconnues comme association de consommateurs depuis 1988.  
L'UDAF du Var bénéficie de cet agrément.

#### **Agrément Education Nationale**



## Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Par arrêté du ministre de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et de la Vie Associative, en date du 24 janvier 2012, l'UNAF et les UDAF sont considérées comme association éducatives complémentaires de l'enseignement public » (article D.551-1 du code de l'éducation), c'est-à-dire apportant leur concours à l'enseignement public pour :

- Des interventions pendant le temps scolaire en appui aux activités d'enseignement conduites par les Etablissements
- L'organisation d'activités éducatives complémentaires en dehors du temps scolaire
- La contribution au développement de la recherche pédagogique, à la formation des équipes pédagogiques et des autres membres de la communauté éducative

La validité de l'agrément est de 5 ans.

### Inscriptions sur les listes dressées par les Juridictions

**2004** - Inscription sur la liste des mandataires prévue par la loi sur le traitement des situations de surendettement des particuliers de l'article L332-6 du Code de la Consommation

**2014** - Inscription sur la liste destinée à l'information et au soutien des personnes appelées à exercer ou exerçant une mesure de protection juridique des majeurs en application de l'article 449 du Code civil (TGI de Toulon)

**2016** - Inscription sur la liste destinée à l'information et au soutien des personnes appelées à exercer ou exerçant une mesure de protection juridique des majeurs en application de l'article 449 du Code civil (TGI de Draguignan)

### FAITS CARACTERISTIQUES

Par décision en date du 12 février, le Conseil d'Etat a annulé partiellement le décret n°2018-767 du 31 août 2018 réformant la participation financière des personnes protégées, contre lequel l'interfédération pour la protection juridique des majeurs (FNAT, Unaf, UNAPEI) avait déposé un recours en annulation fin 2018. Un avoir à établir de 99 048€a été passé dans les comptes en 2019 pour prendre en considération cette décision et ajusté en 2020.

Pour la première fois cette année, les interventions des bénévoles ont été valorisés et comptabilisés pour un montant de 17239.74€.

### Conventions d'objectifs

L'UDAF du Var a signé une convention pluriannuelle dite « Convention d'objectifs 2016-2020 » avec l'UNAF.

Les actions conventionnelles entrant dans la convention d'objectifs contribuent à la réalisation des missions générales décrites à l'article L211-3 du Code de l'action sociale et des familles.

Les cinq actions proposées par l'UDAF du Var sont exposées comme suit :

Action 1 : Usage responsable du numérique

## Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Action 2 : Espaces parents en milieu scolaire

Action 3 : Parrainage de proximité

Action 4 : Extension du service Famille gouvernante

Action 5 : Information et Soutien aux Tuteurs Familiaux

A la clôture de l'exercice, la part de ce budget non intégralement consommé a été imputée en fonds dédiés pour 16 847 € à laquelle s'ajoute la quote part non consommée des exercices précédents pour 53 368 € soit au total au 31 décembre 2020 : 70 215 €

### Résultats sous contrôle financeurs

Les activités des services des majeurs protégés et MJAGBF font obligatoirement l'objet d'un examen annuel par l'autorité de tarification. Il appartient également à cette autorité d'affecter le résultat de ces services.

A la date de l'élaboration des comptes annuels 2020, les examens des comptes administratifs de l'exercice 2018 ne nous sont pas parvenus. En sorte que les résultats 2018 et 2019 a été affecté dans un compte « Résultat sous contrôle »

### Litige

Un litige relatif à l'activité PJM a été provisionné en fonction des risques estimés par l'association.

### Engagement en matière de pensions et retraites

Des engagements en matière d'indemnités de départ en retraite résultent de la convention collective applicable. L'association ne verse pas de cotisations à un organisme extérieur pour se couvrir des charges futures.

Les indemnités acquises pour l'ensemble des salariés présents à la date de clôture de l'exercice s'élèvent à 543 704 euros. La totalité de cet engagement fait l'objet d'une provision dans les comptes clos au 31 décembre 2020.

### Informations générales complémentaires

#### Informations à caractère fiscal :

L'UDAF du Var est exonérée des impôts commerciaux compte tenu de ses activités d'utilité sociale et des conditions dans lesquelles ces dernières sont exercées.

L'UDAF du Var est inscrite sur la liste préfectorale prévue à l'article L471-2 du Code de l'action sociale et des familles. En conséquence, conformément à l'article 261 du Code général des Impôts, les prestations de services réalisées pour l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs sont exonérées de TVA.

Pour ses autres services, l'Association est également exonérée de TVA, car elle remplit



## Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

l'ensemble des critères de non-lucrativité.

### Avoirs des Majeurs Protégés :

Les avoirs des Majeurs Protégés ne sont pas intégrés dans les comptes de l'Association, chacun d'eux disposant d'un compte bancaire ouvert à son nom voire titulaire personnellement des comptes financiers dont il est propriétaire.

### Opérations pour le compte de tiers :

Les opérations traitées par l'Association pour le compte de tiers en qualité de mandataire sont comptabilisées dans un compte de tiers. Seule la rémunération de l'Association est comptabilisée dans le résultat.

### REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis suivants les normes, principes et méthodes comptables résultant de la réglementation et notamment ceux issus :

- de l'avis du 17 Avril 1986 du Conseil National de la comptabilité relatif au plan comptable des établissements sanitaires et sociaux publics et privés à but non lucratif.
- de l'avis du 17 décembre 1998 du Conseil National de la comptabilité relatif au plan comptable des associations, fondations et aux modalités d'établissement des comptes annuels.
- de l'arrêté du 08 Avril 1999 portant homologation du règlement du 16 Février 1999 du comité de réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations.
- du décret du 22 octobre 2003 relatif la gestion budgétaire, comptable et financière des établissements mentionnés à l'article L312-1 du code de l'action sociale et des familles, et à l'article L6111-2 du code de la santé publique.
- de l'arrêté du 14 novembre 2003 relatif au plan comptable applicable aux établissements privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article L312-1 du code de l'action sociale et des familles.
- de l'avis du Conseil National de la Comptabilité n° 2007-05 du 04/05/2007.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de bases suivantes :

- continuité d'exploitation
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est celle des coûts historiques.

## Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Le bilan de l'exercice présente un total de 4 081 717 euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total produits de 4 563 590 euros et un total charges de 4 412 690 euros, dégageant un résultat de 150 901 euros.

L'exercice considéré débute le 01/01/2020 et finit le 31/12/2020.

Il a une durée de 12 mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

### Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

### Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

### Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.



## Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

### Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

### RECAPITULATION DES RESULTATS DES ETABLISSEMENTS

UDAF Institution :	77 482
UDAF DPF :	9 838
UDAF PJM :	66 506
UDAF FG :	<u>-2 924</u>
Total :	150 902

### RELEVÉ DES DETTES ET CRÉANCES INTER ETABLISSEMENTS

Dettes à l'institution :

- Dossier : PJM : - 279 507
- Dossier : DPF : - 76 134
- Dossier : FG : 126 647

## Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2020
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virent p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres immobilisations incorporelles	114 342					114 342
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	114 342					114 342
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencé aménagement	37 000					37 000
	Instal technique, matériel outillage industriels			8 001		1 475	183 944
	Instal., agencement, aménagement divers	177 418					
	Matériel de transport			26 024			528 204
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	502 179					
	Autres immobilisations corporelles						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	716 597		34 025		1 475	749 147	
FINANCIERES	Participations et créances rattachées	1 800 000					1 800 000
	Autres titres immobilisés						
	Prêts	3 169		8 852		9 542	2 479
	Autres immobilisations financières	732					732
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 803 901		8 852		9 542	1 803 211
TOTAL		2 634 840		42 877		11 017	2 666 700



## Amortissements

Etat exprimé en euros

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2020
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement				
	Autres	114 342			114 342
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>114 342</b>			<b>114 342</b>
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	237	11 526		11 762
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	112 968	5 260		118 229
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	462 575	16 226		478 801
	Autres immobilisations corporelles				
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>575 780</b>	<b>33 012</b>		<b>608 792</b>
<b>TOTAL</b>		<b>690 122</b>	<b>33 012</b>		<b>723 134</b>

## Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2020	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts	2 479	2 479	
	Autres immobilisations financières	732	732	
	Clients douteux ou litigieux	56 699	56 699	
	Autres créances clients	163 477	163 477	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	170	170	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	5	5	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	1	1	
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	54 192	54 192	
	Charges constatées d'avances	53 982	53 982	
	<b>TOTAL DES CREANCES</b>	<b>331 737</b>	<b>331 737</b>	
	Prêts accordés en cours d'exercice	8 852		
	Remboursements obtenus en cours d'exercice	9 542		
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

		31/12/2020	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	15	15		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	51 460	20 686	30 774	
	Emprunts et dettes financières divers	1 220	1 220		
	Fournisseurs et comptes rattachés	100 461	100 461		
	Personnel et comptes rattachés	362 645	362 645		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	245 117	245 117		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	139 485	139 485		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés	16 373	16 373		
	Autres dettes	989 241	989 241		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>1 906 018</b>	<b>1 875 243</b>	<b>30 774</b>	
	Emprunts souscrits en cours d'exercice	13 853			
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	41 690			
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				



## Charges à payer

Etat exprimé en euros		31/12/2020
<b>Total des Charges à payer</b>		<b>562 407</b>
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>		<b>27 265</b>
<i>FOURNISSEURS FACT NON PARV</i>	27 265	
<b>Dettes fiscales et sociales</b>		<b>518 737</b>
<i>SALARIES - NOTES DE FRAIS</i>	4 934	
<i>PROVISION CONGES PAYES</i>	347 121	
<i>PROVISION SALAIRE C.A.P</i>	6 203	
<i>CHARGES SOCIALES /CP</i>	113 578	
<i>CHARGES SOCIALES/PROV.SAL</i>	2 030	
<i>CHARGES FISCALES/CP</i>	44 084	
<i>CHARGES FISCALES/PROV.SALAIRES</i>	788	
<b>Autres dettes</b>		<b>16 405</b>
<i>CHARGES A PAYER</i>	16 405	

## Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2020
PROVISIONS REGLEMENTEES	Couverture du besoin en fonds de roulement Provisions pour renouvellement des immobilisations Provisions pour hausse des prix Provisions pour amortissements dérogatoires Réserves des plus-values nette d'actif Provisions autres				
	<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	11 715			11 715
	Pour garanties données aux clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations similaires Pour impôts Provisions pour gros entretien et grandes révisions Autres	509 589	336 087	301 973	543 704
	<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>521 304</b>	<b>336 087</b>	<b>301 973</b>	<b>555 419</b>
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres	42 797	25 280	11 379	56 699
	<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>	<b>42 797</b>	<b>25 280</b>	<b>11 379</b>	<b>56 699</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>564 102</b>	<b>361 367</b>	<b>313 351</b>	<b>612 117</b>
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			89 331	41 315	



## Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
<b>Fonds associatifs sans droit de reprise</b>				
- Patrimoine intégré	7 319			7 319
- Fonds statutaires				
- Apports sans droit de reprise				
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables	149 533			149 533
Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	262 929	38 934		301 863
Report à nouveau	1 052 385	16 892		1 069 277
Résultat de l'exercice	94 414	56 486		150 901
<b>Fonds associatifs avec droit de reprise</b>				
- Apports				
- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs	(45 188)	30 263		(14 925)
Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Dépenses refusées par l'autorité de tarification	(798)			(798)
Dépenses non opposables au tiers financeurs	(158 173)	8 325		(149 847)
<b>TOTAL</b>	<b>1 362 422</b>	<b>150 901</b>		<b>1 513 322</b>

# Honoraires des Commissaires aux Comptes

Etat exprimé en euros

	31/12/2020	31/12/2019	%	%	31/12/2020	31/12/2019	%	%
<b>Audit</b>								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
Emetteur CAC	14 300	14 255	100,00	100,00				
Filiales intégrées globalement								
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
Emetteur CAC								
Filiales intégrées globalement								
<b>Sous-total</b>	<b>14 300</b>	<b>14 255</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>				
<b>Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement</b>								
Juridique, fiscal, social								
Autres								
<b>Sous-total</b>								
<b>TOTAL</b>	<b>14 300</b>	<b>14 255</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>				



## Variation des Fonds Dédiés

Etat exprimé en euros

	Fds dédiés clôture 31/12/2019	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2020	
			Montant global	dont rembours- ements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Usage responsable du numérique	350		350				
Espace parents en milieu scolaire		1 407				1 407	
Parrainage de proximité	39 878	25 362				65 240	
Extension du service Famille gouvernant	3 539	29				3 568	
Information et soutien au budget familial	7 334		7 334				
Familles gouvernantes	29 244	7 500				36 744	
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
<b>TOTAL</b>	<b>80 345</b>	<b>34 298</b>	<b>7 684</b>			<b>106 959</b>	